



INSTITUT CANADIEN DES POLITIQUES AGROALIMENTAIRES



LA PHILOSOPHIE DE L'ICPA

VALEURS FONDAMENTALES:

Nous sommes indépendants.

Nous offrons une tribune neutre.

Nous adoptons une vision à long terme.

Nous examinons les problématiques émergentes.

Nous réalisons des recherches de qualité.

Nous créons des dialogues nationaux.

Nous discutons les orientations stratégiques.

Nous présentons des nouvelles idées de politiques.

VISION:

Chef de fil mondial en matière d'agriculture et de systèmes alimentaires durables afin d'améliorer la santé, la prospérité et le bien-être des Canadiennes et Canadiens.

MISSION:

Initier, catalyser et coordonner des analyses stratégiques indépendantes sur des questions relatives aux problématiques agroalimentaires émergeantes afin de favoriser le dialogue et influencer les politiques publiques.

ICPA, UN RÉSEAU DE RÉFLEXION

Créé en 2004 par le gouvernement fédéral à titre de société indépendante, non partisane et sans but lucratif, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) encourage la discussion sur les façons d'améliorer la concurrence du secteur agroalimentaire, sur la production d'aliments durables et sur l'élaboration de politiques novatrices qui contribueront au bien-être des Canadiennes et Canadiens. L'ICPA rassemble les leaders du secteur agroalimentaire afin d'échanger des points de vue et de cerner les nouveaux enjeux auxquels fait face cet important secteur.

Coup d'œil sur 2017-2018

- John F.T. Scott a été élu président du conseil d'administration et Don Buckingham a été nommé président-directeur général.
- 2. Le conseil d'administration a revu l'orientation stratégique de l'ICPA et a mis à jour ses valeurs fondamentales, sa vision et sa mission.
- 3. Les activités de recherche en politiques de l'ICPA ont été condensées en quatre domaines principaux : le capital naturel, la croissance, le commerce et la confiance du public.
- 4. L'initiative « La vision d'avenir Barton : optimisation de la croissance » et d'autres nouveaux projets de recherche en politiques ont été lancés.
- 5. Les systèmes de communication, de gouvernance et financiers de l'ICPA ont été améliorés

Activités de l'ICPA

- Recherche en politiques
 PAGE 6
- CommunicationsPAGE 11
- Gestion financière

PAGE 14

MESSAGE DU **PRÉSIDENT DU CONSEIL** ET DU **PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL**

C'est une période passionnante pour le secteur canadien de l'agriculture et l'agroalimentaire. Le gouvernement fédéral travaille sur de nouvelles stratégies alimentaires dans le cadre d'une politique alimentaire pour le Canada, sur des stratégies d'innovation pour l'agriculture dans le cadre de ses programmes de supergrappes décrites dans le budget de 2017 et sur des stratégies de croissance décrites dans le rapport du Conseil consultatif en matière de croissance économique (« rapport Barton »). En même temps, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux s'intéressent vivement aux questions liées à l'agriculture et à l'alimentation, comme en témoigne l'entrée en vigueur, le 1er avril 2018, du Partenariat canadien pour l'agriculture.

Il n'y a pas que les gouvernements qui s'intéressent à l'agriculture et à l'alimentation. Les acteurs du secteur privé qui cultivent, récoltent, transportent, transforment, distribuent et vendent des produits alimentaires sont actifs et attentifs. Ils recherchent de nouveaux marchés et ils réagissent aux demandes changeantes des marchés établis. En parallèle, les consommateurs canadiens et étrangers sont avides d'une meilleure connaissance des attributs des produits alimentaires et des méthodes de production agricole.

Il n'y a donc jamais eu de moment plus opportun pour qu'un « groupe de réflexion » (ou un « réseau de réflexion », comme nous percevons le rôle de l'ICPA) apporte ses ressources et ses analyses aux secteurs agricole et alimentaire canadien. Avec l'énergie qui le caractérise, l'ICPA est enthousiaste à l'idée de stimuler la recherche sur les politiques émanant du secteur agroalimentaire canadien et de communiquer cette recherche aussi bien aux intervenants traditionnels que nouveaux à travers le pays.

Au cours de l'exercice 2017-2018, l'ICPA a terminé un examen de son mandat, de sa vision et de sa mission, ce qui l'a amenée à s'engager dans une voie stratégique qui ajoutera une plus grande valeur à la politique agroalimentaire canadienne, et, à la suite de quoi, il continuera d'établir de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats. Cette nouvelle orientation comporte à la fois une dimension « quoi » et une dimension « comment ». La dimension « quoi » consiste pour l'ICPA à déterminer les domaines sur lesquels il concentrera ses efforts, c'est-à-dire quatre secteurs d'activités cruciaux pour l'agroalimentaire canadien : (1) améliorer le capital naturel, (2) optimiser la croissance, (3) faciliter le commerce et (4) gagner la confiance du public. La dimension « comment » constitue la formulation des approches que l'ICPA utilisera pour examiner des questions de recherche précises en politiques qui découlent des quatre domaines cruciaux. Trois approches seront utilisées : a) favoriser les échanges entre les intervenants du secteur agroalimentaire, b) synthétiser les approches actuelles en matière de recherche et de politiques et c) entreprendre des recherches afin de combler les lacunes dans les domaines où il n'existe pas suffisamment de recherches.

Nous vous invitons à passer en revue les pages suivantes pour mieux comprendre comment l'ICPA mobilise le secteur agroalimentaire, et d'autres intervenants, aux discussions et à l'élaboration de politiques en cette période charnière pour le Canada.

John F.T. Scott,

président du conseil d'administration

Donald Buckingham, président-directeur général

CONSEIL D'ADMINISTRATION

John F.T. Scott (président)

Bill Buckner

Chantelle Donahue

Richard Gray

Claude Lafleur

David Rourke

Michel R. Saint-Pierre

Larry Simpson

Deborah Stark

Suzanne Vinet

John Weekes

MEMBRES VOTANTS

Agriculture et foresterie Alberta

Financement agricole Canada

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario

MEMBRES DU PERSONNEL

Donald Buckingham

Président-directeur général

Tülay Yildirim

Directrice, partenariats – recherche sur les politiques

Kim Kelly

Directrice, services corporatifs

Louise de Vynck

Adjointe administrative du président-directeur général / coordonnatrice des communications

COMITÉ CONSULTATIF

Joanne Bays

Ron Bonnett

Perry Caicco

Vincent Cloutier

Elspeth Copeland

Jean-Claude Dufour

Marcel Groleau

Rory McAlpine

Murray McLaughlin

Derek Tallon

Garth Whyte

MEMBRES HONORAIRES

Robert Church

Ken Knox

Gaëtan Lussier

Owen McAuley

CONSEILLERS SPÉCIAUX DE L'ICPA

Ted Bilyea

Rory Francis



Le mandat permanent de l'ICPA consiste à effectuer des recherches et des analyses stratégiques sur les nouveaux enjeux agricoles et agroalimentaires. Au fil des ans, notre institution a commandé des recherches, publié des documents et des résultats de recherche, favorisé les échanges entre les intervenants, consulté des chercheurs universitaires, des industriels et le public, et organisé des ateliers et conférences pour rassembler des experts et de nouvelles voix afin d'examiner les questions actuelles et émergentes touchant les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

L'année 2017-2018 a été une année de transition, au cours de laquelle nous avons eu l'occasion unique de passer en revue les réalisations de l'ICPA depuis sa création et d'établir son orientation future. Une séance de planification stratégique, tenue à l'automne 2017 en présence du conseil d'administration, des membres du personnel, des conseillers spéciaux et des membres honoraires, a été un moment opportun pour « prendre le pouls » de l'ICPA.

Au cours de l'exercice 2017-2018, l'ICPA a cerné et condensé ses activités en quatre secteurs cruciaux pour le secteur agroalimentaire canadien : (1) améliorer le capital naturel, (2) optimiser la croissance, (3) faciliter le commerce et (4) gagner la confiance du public. La présente section examine les activités de recherche en politiques de l'ICPA sous l'angle de ces quatre secteurs cruciaux.

Secteur de recherche 1 – Améliorer le capital naturel

Le capital naturel a été le pivot de l'analyse de l'ICPA concernant l'optimisation de la croissance, la facilitation du commerce et l'obtention de la confiance du public. En effet, bien que le Canada exprime régulièrement sa fierté à l'égard de « l'état intact » des ressources naturelles à la disposition des producteurs agroalimentaires, il y a un manque de recherches au sujet des répercussions de la production agricole sur le capital naturel.

« Améliorer le capital naturel » – projets entrepris en 2017-2018. L'ICPA a eu l'occasion de collaborer avec le Clean Economy Fund (CEF) sur les contributions uniques de l'agriculture à la lutte contre les changements climatiques. Une présentation a été faite à la réunion du conseil d'administration du CEF, à Banff, en février 2018. L'ICPA publiera d'ailleurs un livre blanc des résultats officiels d'autres recherches sur ce sujet en 2018-2019.



Secteur de recherche 2 – Optimiser la croissance

La croissance des secteurs agricole agroalimentaire est depuis longtemps un objectif des gouvernements canadiens. En février 2017, le Conseil consultatif en matière de croissance économique a indiqué dans son rapport (rapport Barton) que l'agroalimentaire était l'un des secteurs stratégiques sur lequel miser pour stimuler la croissance économique canadienne. En mars 2017, le budget fédéral faisait état d'un ensemble d'objectifs ambitieux afin de porter les exportations agroalimentaires annuelles du Canada à \$75 milliards d'ici 2025. Toutefois, de nombreuses questions restent en suspens, notamment la compatibilité entre une stratégie de croissance axée sur les exportations, l'utilisation durable du capital naturel et le respect des autres objectifs stratégiques nationaux.

« Optimiser la croissance » – projets entrepris en 2017-2018. L'ICPA s'est associé au Forum des politiques publiques et a tenu des tables rondes de concertations à travers le Canada au sujet des cibles en matière d'exportation recommandés par le rapport Barton. Les résultats ont été publiés en avril 2017 dans le rapport intitulé : « Le Canada, une puissance de l'agroalimentaire ». L'ICPA a assuré le

suivi de ce dossier en explorant, d'une part, l'impact sur le capital naturel canadien d'une croissance quidée par les exportations, et d'autre part, sa compatibilité avec les autres objectifs stratégiques tel que la politique alimentaire et la production durable. L'analyse initiale a été présentée lors de la Conférence nationale sur l'excellence en agriculture organisée par Farm Management à Ottawa, en novembre 2017. Elle a été suivie de deux discussions régionales à Saskatoon le 11 décembre 2017, en partenariat avec Ag-West Bio, et à Guelph, le 21 mars 2018, en partenariat avec l'Arrell Food Institute. Des présentations sur cette question ont également été faites à diverses réunions, comme l'assemblée générale annuelle de Génome Canada, la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Agriculture en juillet 2017 et le symposium sur la sécurité alimentaire de Maple Leaf en mars 2018.

> NOUS EFFECTUONS LA SYNTHÈSE DES **RECHERCHES** EXISTANTES SUR LES **POLITIQUES**.

Secteur de recherche 3 – Faciliter le commerce

Les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont fortement axés sur les exportations. À l'heure actuelle, une grande incertitude plane sur les relations commerciales internationales du Canada. La renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) se révèle complexe, alors que l'aboutissement d'autres négociations bilatérales, par exemple avec la Chine, demeure indécis.

« Faciliter le commerce » — projets entrepris en 2017-2018. L'ICPA a terminé son projet de subventions globales, puis a présenté ses principales conclusions à Agriculture et Agroalimentaire Canada le 24 avril 2017 et à la Fédération canadienne de l'agriculture le 25 mai 2017. Le résumé du rapport a été publié à l'été 2017. De plus, l'ICPA, en collaboration avec l'Institut canadien du Wilson Center à Washington D.C., a publié en septembre 2017 un court document sur l'ALENA et sur les questions d'harmonisation de la réglementation, intitulé *Risk and Reward Food Safety and NAFTA* 2.0 (risques et récompenses : sécurité des aliments

et l'ALENA 2.0), rédigé par Rory McAlpine et Mike Robach. La publication a été suivie d'un atelier à Washington D.C., en partenariat avec l'Institut canadien du Wilson Center, sur l'harmonisation réglementaire des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, le 23 octobre 2017. Enfin, le président-directeur général de l'ICPA a participé, en février et mars 2018, à la mission commerciale de Soy Canada à Taïwan et au Japon où il a présenté un aperçu stratégique et réglementaire du secteur agroalimentaire canadien et des échanges commerciaux du Canada avec ces pays.

L'ICPA IDENTIFIE ET ENTREPREND DES RECHERCHES LÀ OÙ IL Y A DES LACUNES.



Secteur de recherche 4 – S'assurer la confiance du public

Lors du Forum sur l'avenir agroalimentaire canadien, organisé par l'ICPA en 2015, la confiance du public a été désignée comme l'un des principaux enjeux auxquels fait face le secteur agroalimentaire. Comme le lien entre la santé, l'alimentation et l'environnement reçoit une plus grande attention, le maintien et l'amélioration de la confiance du public exigent non seulement un approvisionnement en aliments sains et de qualité qui repose sur des méthodes de production durables, mais aussi des systèmes qui communiquent cette information et en assurent la transmission aux consommateurs Les défaillances du marché peuvent généralement être corrigées par la responsabilité sociale des entreprises, l'autorégulation, l'activisme social et l'intervention gouvernementale. Toutefois, ce n'est que récemment qu'un consensus initial s'est cristallisé quant à la meilleure façon d'aborder ces questions. Davantage de recherches et de pourparlers sont nécessaires pour mieux comprendre la source et la nature des défaillances du marché afin de pouvoir identifier une stratégie appropriée. L'ICPA a suggéré à plusieurs reprises que même si la source et la nature des défaillances du marché ne sont pas bien comprises, une plus grande transparence dans le domaine est nécessaire afin de permettre au Canada de devenir « le leader mondial fiable du 21e siècle en matière de production d'aliments sains, nutritifs et durables ».

« S'assurer la confiance du public » – projets entrepris en 2017-2018. L'ICPA continue de participer aux activités du Groupe spécialisé sur la politique alimentaire. Le groupe comprend le Réseau pour une alimentation durable, la Fédération canadienne de l'agriculture, Maple Leaf, des universitaires et des personnes intéressées, ainsi que des représentants de diverses parties prenantes. L'ICPA a saisi cette occasion pour partager les données probantes et les idées qu'elle a recueillies afin de faire avancer la discussion sur des questions stratégiques d'avenir.

L'ICPA FAVORISE UN DIALOGUE ÉCLAIRÉ ENTRE LES INTERVENANTS DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE.



La diffusion efficace de la recherche stratégique de l'ICPA exige un solide plan de communication. Pour continuer d'appuyer et de promouvoir sa recherche et sa croissance, l'ICPA a décidé cette année de mettre à jour ses initiatives de communication afin de mieux témoigner de sa présence et de ses tâches en cours. Dans le cadre du plan de communication de l'ICPA, le processus de rénovation du site Web a commencé en 2017 et sera achevé à l'été 2018. L'année a également été marquée par une présence croissante sur les médias sociaux tels que Twitter, par une couverture accrue des médias électroniques et imprimés, et par des présentations stratégiques lors de conférences, d'ateliers et de symposiums au Canada et à l'étranger.

En 2017-2018, l'ICPA a su maintenir son rôle de facilitateur du dialogue dans et au-delà de l'espace agroalimentaire au Canada. L'institut a en ce sens participé, mené et parrainé de nombreux séminaires, ateliers et présentations :

Activités menées par l'ICPA

- Dîner de l'ICPA à l'intention des intervenants Ottawa, septembre 2017
- Harmonisation réglementaire des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis – Washington, octobre 2017
- Atelier régional sur la Vision d'avenir Barton –
 Saskatoon, décembre 2017
- 4. Retraite de l'AAC/ICPA Ottawa, janvier 2018
- 5. Atelier régional sur la Vision d'avenir Barton – Guelph, mars 2018

Événements parrainés par l'ICPA

- Symposium national de la Conférence de Farm Management – Ottawa, novembre 2017
- Conférence nationale des avocats en droit alimentaire du Canada – Ottawa, novembre 2017
- 3. Société canadienne d'agroéconomie Ottawa, janvier 2018





Présentations de l'ICPA

- Sommet fédéral-provincial-territorial des ministres de l'Agriculture – St. John's, juillet 2017
- Conférence internationale de Juris Divertas « Law & Food : La Cuisine juridique » – Lyon, juillet 2017
- Séminaire des étudiants de l'American Agricultural College de l'ambassade des États-Unis – Ottawa, octobre 2017
- 8e Sommet annuel sur la réglementation et l'assurance de la qualité des aliments – Toronto, octobre 2017
- 3º Colloque international sur la sécurité alimentaire et la nutrition – Québec, novembre 2017
- Institut agricole du Canada –
 Ottawa, novembre 2017

- 7. Groupe de travail sur la gestion des risques d'entreprise Toronto, décembre 2017
- Conseil des présidents de l'Ontario Guelph, décembre 2017
- 9. Sommet canadien sur les aliments et les boissons Calgary, décembre 2017
- Agriculture et Clean Economy Fund –
 Banff, février 2018
- Mission commerciale du Canada Taipei, février 2018
- Mission commerciale du Canada –
 Tokyo, mars 2018
- 13. Symposium et webinaire de l'Université Carleton et du Réseau pour une alimentation durable – Ottawa, mars 2018
- Symposium sur la sécurité alimentaire de Maple Leaf – Toronto, mars 2018



EXAMEN FINANCIER

L'entente de financement conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (ministre), et l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) représente la principale source de contribution aux activités de l'ICPA. En 2007, l'ICPA a conclu une entente de financement à long terme avec le gouvernement du Canada, qui lui a accordé un montant de 15 millions de dollars. Comme il est indiqué dans l'entente, le soutien financier maximal total qui peut être retiré pour les coûts administratifs admissibles et les coûts de

recherche en politiques admissibles de l'ICPA au cours d'un exercice donné ne peut pas dépasser 1 million de dollars du montant initial de 15 millions de dollars que le gouvernement a versé à l'ICPA, plus les intérêts ou les revenus accumulés sur le placement de la subvention qui peuvent être prélevées en tout temps. Voici un résumé des états financiers de l'ICPA au 31 mars 2018.

État résumé des revenus et des dépenses et de l'évolution de l'actif net (exercice terminé le 31 mars 2018)

	2018 \$	2017 \$
Revenus		
Apports à long-terme	1 043 025	1 560 918
Autres contributions	10 000	16 548
Revenus d'intérêts	1 401	1304
Amortissements des apports reportés – Immobilisations corporelles	4 335	5 572
	1 058 761	1 584 342
Dépenses		
Administration	282 277	598 572
Activités de recherche	775 083	984 466
	1 057 360	1 583 038
Excédents des revenus sur les dépenses	1 401	1304
Actif net au début	291 106	289 802
Actif net à la fin	292 507	291 106

Bilan résumé (au 31 mars 2018)

	2018 \$	2017 \$
Actif		
Actif à court terme		
Espèces	516 544	760 509
Débiteurs	46 173	49 077
Frais payés d'avance	16 270	_
	578 987	809 586
Immobilisations corporelles	8 076	12 411
Placements à long terme	6 366 673	7 332 014
	6 953 736	8 154 011
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	140 553	372 553
Apports reportés	145 927	145 927
	286 480	518 480
Apports reportés à long terme	6 366 673	7 322 014
Apports reportés – Immobilisations corporelles	8 076	12 411
	6 661 229	7 862 905
Actif net	292 507	291 106
Non affecté	6 953 736	8 154 011

Au nom du Conseil

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux directeurs de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 mars 2018 et l'état résumé des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers

audités de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (l'« Institut ») pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Nous

avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 1er juin 2018.

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables

canadiennes pour les organismes sans but lucratif utilisés pour la préparation des états financiers audités de

l'Institut. La lecture des états financiers résumés ne saurait, par conséquent, se substituer à la lecture des états

financiers audités de l'Institut.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités. Le bilan résumé et l'état

résume des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net sont tirés des états financiers audités de l'Institut.

Ils répondent aux principes de constatation et de mesure des principes comptables généralement reconnus

du Canada.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers résumés, sur la base des procédures

que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, « Missions visant la

délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion

À notre avis, le bilan résumé et l'état des revenus et dépenses et de l'évolution de l'actif net résumé tirés des

états financiers audités de l'Institut pour l'exercice clos le 31 mars 2018 constituent un résumé fidèle de ces

états financiers, conformément aux critères établis qui stipulent que les états financiers résumés sont tirés des

états financiers audités de l'Institut et qu'ils répondent aux principes de constatation et de mesure des Normes

comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptables professionnel agréés,

Deloitle LCP

Experts-comptables autorisés

Le 1er juin 2018

